



NOTE DE L'I.R.E.F. SUR LES PARADIS FISCAUX

Préparée par Pierre Garelo

Avril 2008

<http://www.irefeurope.org>

Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?

La réponse n'est pas simple et la liste des pays pouvant être considérés comme tels est donc à géométrie variable. Toutes les définitions s'articulent toutefois autour de deux critères (eux-mêmes devant être précisés) :

- une faible imposition
- la confidentialité des opérations

D'une certaine façon la notion de paradis est relative : si les juridictions à forte imposition et faible protection de la confidentialité décident de changer de politique, les paradis (et les enfers) disparaissent.

Pour en savoir plus : Thierry Afschrift, Pasal Salin

De la moralité des paradis fiscaux

Cette note est centrée sur l'impact économique des paradis fiscaux. Les jugements à l'égard de ces pratiques ne sont toutefois pas basés exclusivement sur des considérations économiques. Les paradis fiscaux sont aussi (et surtout) présentés comme des refuges pour les tricheurs, les terroristes et autres criminels. De telles affirmations sont toutefois contestables, voire infondées pour plusieurs raisons :

- les rares études disponibles montrent que le blanchiment d'argent passe en grande partie par les pays à forte fiscalité. Entre 500 milliards et mille milliards de dollars seraient blanchis annuellement dont plus de la moitié aux USA. Le Royaume-Uni est également bien placé dans la course au blanchiment. Le *Financial Action Task Force* on Money Laundering (affilié à l'OCDE) liste neuf juridictions ne coopérant pas contre le blanchiment d'argent parmi lesquels se trouvent seulement deux paradis fiscaux. La CIA dénombre 62 juridictions vulnérables au blanchiment parmi lesquels se trouvent seulement 10 paradis fiscaux.

Pour plus d'information, voir Mitchell, 2003



- les Etats se comportent aussi parfois de façon spoliatrice voire criminelle et les paradis fiscaux offrent refuge à ceux qui veulent retrouver leur liberté. La possibilité de « voter avec ses pieds », de quitter l'Etat spoliateur ou envahisseur pour des juridictions moins oppressives est un élément essentiel de la démocratie au sens de « protection des individus contre le pouvoir absolu ».
- La « souveraineté fiscale » est un droit reconnu des états (*voir Afschrift 2008*)

Corrélation entre le développement des paradis fiscaux et la concurrence fiscale

Depuis 1980, les taux d'imposition sur le revenu ont baissé d'environ 23%, ceux sur les bénéficiaires des sociétés de près de 20%. Dans la même période la part de l'activité des paradis fiscaux dans la production mondiale a été multipliée par huit (Hines, 2005) Par ailleurs, de nombreuses analyses ont établi un lien positif entre concurrence fiscale et croissance.

Sur le lien entre concurrence fiscale et croissance consulter le site IREF, en particulier :
http://www.irefeurope.org/en/Fiscal_Files/Tax_Competition.html
http://www.irefeurope.org/en/IREFs_events/Past_Events.html

Le poids des paradis fiscaux

Pour prendre le cas des Etats-Unis, les IDE représentent en 2006 \$1.818 milliards (Pour comparaison : le PIB des Etats-Unis est aux alentours des \$14.000 milliards et celui de la France autour de \$ 2,7 milliards soit 1,8 milliards d'euro. Si on regarde la balance des transactions entre les banques des Etats-Unis et des Caraïbes (les paradis fiscaux de la région), en 2007 les avoirs des Caraïbes aux Etats-Unis étaient de \$1.884 milliard et ceux des Etats-Unis aux Caraïbes de \$1.164 milliard. Les paradis fiscaux contribuent donc de façon non négligeable aux investissements dans les pays à forte fiscalité. (*Voir le rapport TIC 2006*)

Une étude de Hines (2004) identifie 7 grands pays (Hong Kong, Irlande, Liban, Liberia, Panama, Singapour et Suisse) et plus ou moins 26 très petits pays comme étant des paradis fiscaux exerçant une influence sur l'économie américaine. Ces pays représentaient en 1999 moins de 0,8% de la population mondiale et un peu plus de 2% de la production mondiale. Pour cette même année, les multinationales américaines détenaient 16% de leurs actifs et réalisaient 30% de leurs revenus nets dans des paradis fiscaux.

Il faut aussi rappeler que suivant les définitions l'Irlande mais aussi les Etats-Unis sont des paradis fiscaux.



Ce que les entreprises apprécient dans les paradis fiscaux...

Les entreprises, *comme les particuliers*, sont guidées par le taux de rendement de leur investissement *après impôt*.

...et pourquoi plus d'impôts est synonyme de moins d'investissement

Si elles n'ont pas accès à des juridictions à faibles taux d'imposition, elles renoncent à des investissements dont les rendements sont plus faibles (ou les risques plus élevés). *La présence de paradis fiscaux entraîne, au niveau mondial, un accroissement de l'investissement et de l'épargne*. Une partie de ces fonds est détournée des recettes fiscales des pays dont le fardeau fiscal est lourd. (Une partie seulement puisque, comme nous l'avons vu, la présence de paradis fiscaux très probablement accroît l'investissement et la consommation dans les pays à fiscalité élevée.

Les paradis fiscaux ne sont pas des anarchies : le poids des dépenses publiques y est consistant

Ce serait une erreur de penser que les paradis fiscaux n'ont pas de gouvernement. Malgré (ou grâce à) des taux faibles, les revenus fiscaux sont importants. La dépense publique en proportion du PIB y est plus faible que dans l'Union Européenne ou les Etats-Unis, mais plus élevée que la moyenne mondiale (30,34% d'après Hines 2004)

Pour en savoir plus lire l'étude détaillée des économies des paradis fiscaux préparée par Hines.

Paradis fiscaux et double imposition

Les paradis fiscaux permettent aussi d'éviter les méandres de la double imposition. On peut y regrouper des capitaux provenant de diverses juridictions sans se soucier des problèmes de double imposition.

Pour plus d'information voir Teather, 2005

La faible imposition des bénéfices n'est pas l'unique attrait des paradis fiscaux

L'étude de Desai et al. (2006) montre que le poids des *taxes indirects* (tous les impôts auxquels sont soumises les entreprises autres que l'impôt sur les bénéfices) est fondamental. Si l'on compare les investissements réalisés par les multinationales américaines on s'aperçoit que:



- Un taux d'imposition *sur le revenu* 10% plus haut entraîne une baisse de l'investissement de 7.1 %.
- Un taux d'imposition *indirect* de 10% supérieur entraîne une baisse des actifs de 6.6%.

(Les variations relatives de ces taux ont aussi des effets qualitatifs : Lorsqu'on accroît la fiscalité sur les bénéfices, il faut s'attendre à ce que les entreprises remplacent l'investissement en capital par de l'investissement en personnel dans le pays considéré.)

Les paradis fiscaux ne détournent pas l'activité économique des pays à forte fiscalité

“Pour les gouvernements qui, pour des raisons de gains d'efficacité ou pour toute autre raison, voudraient réduire les taux d'imposition sur les investissements rentrants mais ne peuvent le faire à cause de pressions politiques ou autres, encourager une large utilisation des paradis fiscaux régionaux constitue une alternative pratique. **La crainte que l'existence et le recours à des paradis fiscaux régionaux encouragent les entreprises à réduire leurs activités économiques dans les localisations proches et à taux élevés ne reçoit aucun support empirique** si l'on étudie le comportement des entreprises multinationales américaines.” (Desai et al. 2006, surligné par nous)

D'après leurs calculs, lorsque la possibilité d'établir une affiliation avec un paradis fiscal s'accroît de 1%, les investissements et les ventes dans les pays proches (à forte fiscalité) *s'accroissent* de 0.3%.

La concurrence fiscale serait peut-être encore plus élevée en l'absence de paradis fiscaux !

La concurrence fiscale est aujourd'hui importante (cf. supra). Ceci étant dit, et de façon *a priori* paradoxale, cette concurrence pourrait être encore plus forte en l'absence des paradis fiscaux. C'est là un corollaire des mécanismes évoqués au point précédent : EN l'état actuel des choses, les paradis fiscaux permettent aux autres pays de maintenir une fiscalité élevée sans réduire le volume des investissements (IDE). En l'absence de paradis fiscaux, la rentabilité (après impôt) des investissements serait moindre et donc les investissements aussi. Dans un tel contexte, la pression serait forte sur les gouvernements pour baisser leurs taux d'imposition directs et indirects.

Cela expliquerait que les pays à forte pression fiscale apprécient, en feignant le contraire, la présence de paradis fiscaux à leur porte.



Pour approfondir...

- Afschrift, Thierry “Peut-on définir les paradis fiscaux?”, Journée d'études: Les paradis fiscaux - L'évasion fiscale, Université Libre de Bruxelles, Janvier 2000. Disponible à <http://www.idefisc.cx/themes/evasion.html>
- Afschrift, Thierry “La légitimité du Rôle des paradis fiscaux”, 2008, Disponible à http://www.fahayek.org/index.php?option=com_content&task=view&id=1741&Itemid=53
- Desai, Mihir A., C. Fritz Foley and James R. Hines. "Taxation and Multinational Activity: New Evidence, New Interpretations." *Survey of Current Business* 86, no. 2, February 2006, 16-22.
- Desai, Mihir A., C. Fritz Foley and James R. Hines. "Do Tax Havens Divert Economic Activity?" *Economic Letters* 90, February 2006, 219-224.
- Financial Action Task Force: <http://www.fatf-gafi.org>
- Hines, James R. "Corporate Taxation and International Competition," Working Paper, University of Michigan, July 2005. Disponible à <http://www.bus.umich.edu/OTPR/WP2005-9.pdf>.
- Hines, James R. "Do Tax Havens Flourish?" University of Michigan and NBER, October 2004. Available at <http://www.bus.umich.edu/OTPR/WP2004-11.pdf>
- Mitchell, Daniel J. “The Moral Case for Tax Havens,” The Liberal Institute of the Friedrich Naumann Foundation, December 2005 <http://admin.fnst.org/uploads/1044/24-OP-pdf.pdf>
- Mitchell, Daniel J. “US Government Agencies Confirm that Low-Tax Jurisdictions are not Money Laundering Havens”, *Journal of Financial Crime*, Vol. 11 No. 2, (2003)
- Salin, Pascal *L'arbitraire fiscal*, Slatkine 1996
- Teather, Richard. *The Benefits of Tax Competition*. London, UK: The Institute of Economic Affairs, 2005.
- Treasury International Capital System (TIC). U.S. Liabilities to Foreigners Reported by U.S. Banks, Brokers and Dealers with Respect to Selected Countries, U.S. Treasury, May 11, 2006. Disponible à <http://www.treas.gov/tic/exhibitsa-d.pdf>.
- Yilmaz, Yesim "Tax Havens, Tax Competition and Economic Performance," CF&P Foundation Prosperitas (Volume VI, Issue III), June 2006, <http://www.freedomandprosperity.org/Papers/taxhavens/taxhavens.shtml>